



HAL
open science

Les morts et les vivants, préface

Henry Rousso

► **To cite this version:**

Henry Rousso. Les morts et les vivants, préface. INED. 1939-1945. Une démographie dans la tourmente, 2015. hal-02568220

HAL Id: hal-02568220

<https://hal.science/hal-02568220>

Submitted on 8 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Préface

Les morts et les vivants

Henry Rousso



Compter. Compter les morts, les disparus, les blessés, les absents. Compter les rescapés, les réfugiés, les déplacés. Les uns et les autres se chiffrent par dizaines de millions, estimations qui donnent le vertige, inédites dans l'histoire. Distinguer les nationaux, les étrangers, les ennemis : les siens et les autres. Définir des statuts : les « personnes déplacées », qui deviennent après-guerre une catégorie internationale – et un euphémisme commode ; les « déportés », une classification proprement française qui distingue les résistants et les « politiques », ignorant au passage la dimension juive d'une partie des victimes. Partout dans l'Europe de 1945, les états-majors alliés et les gouvernements à peine réinstallés déploient une intense activité de calcul. Il faut évaluer, classer, hiérarchiser les pertes humaines, nourrir les dossiers de justice, dont ceux des procès de Nuremberg, ou encore les demandes de réparations pour dommages de guerre. Il faut anticiper les conséquences économiques, politiques, sociales, démographiques dans un avenir proche ou plus lointain. Le souvenir de la Grande Guerre et de ses « classes creuses » obsède les esprits, notamment en France, même si de nombreux observateurs comprennent que les deux guerres mondiales ne se ressemblent ni dans leurs modalités ni dans leurs effets à court et moyen terme. Ces comptages, ces réflexions sur la catastrophe à peine passée et le temps présent incertain sont opérés très tôt, à l'exemple de l'Ined ou de l'Insee en France, créés à quelques mois de distance, en 1945 et 1946. Ils s'insèrent dans des dispositifs publics visant à accroître

la connaissance chiffrée des sociétés modernes dont la première tâche est de prendre la mesure du désastre⁽¹⁾.

Ce livre donne un fidèle reflet des premières analyses, élaborées à chaud. Son originalité consiste à présenter en parallèle des études démographiques sur les sociétés européennes durant la guerre, publiées entre 1946 et 1948, et d'autres, plus récentes, écrites par des démographes et des historiens avec l'avantage du recul. Il prend ainsi la suite naturelle d'une première expérience éditoriale de même nature sur la Première Guerre mondiale et comble, lui aussi, une lacune⁽²⁾.

L'ouvrage s'organise en quatre parties. Il est introduit par un article général de Paul Vincent, publié en 1947, sur les rapports entre guerre et population qui démonte le présupposé selon lequel la guerre serait un « régulateur de population », un préjugé idéologique aussi faux que mortifère qui a nourri l'univers mental du fascisme et du national-socialisme.

La première partie: « Pertes de guerre, la démesure des chiffres » traite des bilans généraux, toujours difficiles à établir avec précision. Elle comprend un texte de 1948 rédigé par un collectif de statisticiens sur les pertes humaines et matérielles à l'échelle du continent, et deux autres, de Sully Ledermann, de 1947-1948, sur la Pologne et la Roumanie. Elle inclut également deux contributions récentes dont le point commun est de réviser les bilans initiaux et soulever la question des méthodes de calcul: l'une de Pieter Lagrou, de 2002, sur les pertes totales de la guerre, l'autre d'Alain Blum et de Sergej Maksudov, rédigée spécialement pour cet ouvrage à partir de recherches menées de longue date, sur le cas soviétique. Les exemples nationaux retenus ici reflètent la situation objective de l'époque, l'URSS et la Pologne ayant subi les plus lourdes pertes humaines et destructions matérielles de tous les belligérants en Europe (avec l'Allemagne).

La deuxième partie: « Naître, s'unir, se désunir en guerre » étudie l'impact démographique du conflit. Un article d'Alfred Sauvy et Sully Ledermann, de 1947, analyse la « perturbation » entraînée par l'idéologie nazie, la guerre et la sortie de guerre sur la tendance

(1) Dans une littérature considérable, voir : Alain Desrosières, *La Politique des grands nombres : histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993 et 2000, et Paul-André Rosental, *L'Intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1950-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

(2) Jean-Marc Rohrbasser (dir.), *Bouleversements démographiques de la Grande Guerre*, Paris, Ined, 2014.

démographique longue en Allemagne, en France et en Pologne. Deux textes de 1946, de Paul Vincent et de Jean Bourgeois, comparent la situation démographique française avant et après le conflit. Cette partie comprend également deux autres contributions, l'une de François Ronsin sur la nuptialité, publiée en 1995, qui tient compte de la dimension psychologique et sociologique du temps de guerre, l'autre de Patrick Festy, publiée en 1988, qui analyse l'augmentation des divorces en France au lendemain du conflit. Cette partie se clôt par l'un des articles les plus célèbres et les plus discutés d'Alfred Sauvy, publié en 1948, sur la reprise de la natalité dans le monde ou comment le baby-boom a commencé en plein milieu du conflit mondial.

La troisième partie : « L'enfance dans la guerre » est consacrée à une population particulièrement vulnérable qui a souffert plus que d'autres durant cette période du fait de la sous-alimentation, des bombardements, des persécutions. Elle comprend deux textes sur la mortalité infantile, l'un de Catherine Rollet et Virginie De Luca, publié en 2005, l'autre d'Hélène Bergues, paru en 1948, qui renouvelle l'approche empirique et théorique de la question. Il inclut aussi un article d'Albert Michot, de 1947, qui traite de l'importance du lait dans l'alimentation des enfants, thème emblématique de la France d'après-guerre.

La quatrième et dernière partie : « Déportations, exterminations, personnes déplacées » aborde le sort des populations civiles, les plus touchées. Elle inclut un article de Jean-Pierre Azéma, paru en 2003, sur les conséquences humaines de la guerre d'extermination menée par le III^e Reich, qui a définitivement modifié la démographie continentale, notamment par la quasi-disparition des juifs et du judaïsme d'Europe orientale. Deux autres textes, l'un de Jacques Doublet, paru en 1947, l'autre plus récent, de Daniel G. Cohen, publié en 2000, traitent d'un phénomène majeur : les migrations et déplacements massifs de populations, notamment de l'Est vers l'Ouest, qui se sont étalés de la fin des années 1930 au début des années 1950 par suite des politiques nazies et soviétiques de répression et de persécution, de la guerre, de la modification des frontières, ou encore de l'existence d'un antisémitisme post-génocidaire, notamment en Pologne.

L'ouvrage offre donc à la fois des analyses opérées juste après et d'autres largement postérieures aux faits, permettant des lectures différentes et complémentaires. On peut l'aborder au premier degré comme une référence sur le bilan démographique de la Seconde Guerre mondiale. En soi, c'est déjà un apport important, même si

certaines des données d'après-guerre ont été révisées depuis. Cela n'enlève rien à la pertinence des premières analyses, notamment celles d'Alfred Sauvy sur la reprise de la natalité. Les textes des historiens Jean-Pierre Azéma et Pieter Lagrou offrent des bilans complets, fiables et relativement à jour (compte tenu du rythme accéléré de la recherche en ce domaine), qui sont parfois malaisés à trouver. L'article d'Alain Blum et de Sergej Maksudov constitue l'une des références les plus complètes et les plus sûres sur le cas complexe des pertes de guerre soviétiques.

On peut aussi lire cet ouvrage au second degré, avec un regard plus historiographique, en prenant en considération les changements intervenus en un demi-siècle dans les informations disponibles comme dans les questionnements. C'est sans doute ce qui frappe le plus à l'examen attentif de ces textes. Certes, l'histoire change constamment notre regard sur le passé, grâce à des sources ou des questions renouvelées, c'est une évidence. Toutefois, les bouleversements successifs intervenus dans l'historiographie de la Seconde Guerre mondiale, tout particulièrement depuis la chute du Mur de Berlin, constituent un cas d'école, dont cet ouvrage porte clairement la marque. L'un de ses objectifs est précisément de souligner l'importance des variations dans le temps, dans l'espace, dans les définitions qui rendent presque illusoire toute interprétation stable et « définitive » du dernier conflit mondial, même sur des sujets apparemment aussi élémentaires que les bilans chiffrés : en histoire comme dans d'autres disciplines, les faits résultent toujours d'interrogations préalables.

La plus notable de ces variations porte sur l'estimation du nombre total des pertes (morts et disparus). À titre d'exemple, au chapitre 2, le collectif de statisticiens l'évalue, en 1948, à 30 millions pour l'Europe, dont 17 millions pour l'URSS et 0,6 million pour la France. Or, tous ces chiffres ont été depuis largement revus, à la hausse ou à la baisse. Alain Blum et Sergej Maksudov montrent en effet que le nombre total des pertes en URSS, toutes catégories confondues, s'élève à environ 26,6 millions, soit une différence à la hausse de la moitié de l'estimation initiale. De son côté, Pieter Lagrou, estime à environ 400 000 les pertes françaises totales de la guerre, soit une différence à la baisse d'un tiers. Dans un cas comme dans l'autre ce sont des différences notables, d'autant que les premiers bilans ont été instrumentalisés à des fins politiques, aussi bien dans les régimes communistes que dans les démocraties occidentales. Dans le cas soviétique n'ont pas été incluses à l'origine les victimes du régime lui-même, directement inscrites dans le contexte de la

guerre et de l'immédiat après-guerre. Dans le cas français, la surévaluation découle en partie d'erreurs de calcul sur le nombre de déportés, un fait banal à l'époque quelles que soient les catégories, tant ces bilans ont été soumis aux aléas des sources disponibles du fait des documents détruits ou inaccessibles derrière le Rideau de fer⁽³⁾. Elle résulte sans doute aussi du désir plus ou moins explicite de ne pas trop s'éloigner du bilan des pertes françaises de la Première Guerre mondiale, soit 1,3 million à 1,4 million de morts et disparus. Aujourd'hui, les pertes de la Seconde Guerre mondiale sont en général estimées à environ 38 à 40 millions de morts pour l'Europe, et entre 55 millions et 62 millions pour l'ensemble des continents, soit quatre fois plus que durant la Grande Guerre⁽⁴⁾.

Fait remarquable, le bilan de la Shoah a lui, en revanche, moins varié. Il s'est stabilisé autour de 6 millions, un chiffre avancé dès les lendemains du conflit, notamment à Nuremberg et confirmé par de très nombreuses études depuis⁽⁵⁾. Toutefois, il existe une variation notable entre l'après-guerre et aujourd'hui qui change l'interprétation générale du conflit : le ratio pertes militaires/pertes civiles. En 1948, pour la seule Europe, le collectif de statisticiens (chapitre 2) parle respectivement de 18,8 millions et de 11,6 millions, soit un ratio de deux tiers/un tiers en faveur des morts

(3) Sur ce point, voir Thomas Fontaine, *Déporter. Politiques de déportation et répression en France occupée*, thèse de doctorat, sous la direction de Denis Peschanski, Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, mars 2013.

(4) Voir entre autres : Richard Bosworth, John Ferris, Michael Gayer *et al.* (eds), *The Cambridge History of the Second World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Alya Aglan et Robert Frank (dir.), *1937-1947 : La guerre-monde*, Paris, Gallimard, 2015, coll. Folio Histoire ; Niall Ferguson, *The War of the World. Twentieth Century Conflict and the Descent of the West*, Londres, Penguin Books, 2006 ; Gerhard Weinberg, *A Global History of World War II*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994, notamment p. 894 ; Norman Davies, *Europe at War. 1939-1945. No Simple Victory*, Londres, Macmillan, 2006, notamment le chapitre 5 ; *Narben bleiben. Die Arbeit der Suchdienste. 60 Jahre nach dem Zweiten Weltkrieg*, Berlin, 2005, ouvrage réalisé par la Croix-Rouge allemande, notamment p. 12. Avec toutes les réserves d'usage, l'article de Wikipedia en langue anglaise sur le sujet donne une série de tableaux et des indications assez précises, la plupart référencées : https://en.wikipedia.org/wiki/World_War_II_casualties, consulté le 16 octobre 2015.

(5) Cf. notamment Dieter Pohl, *Verfolgung und Massenmord in der NS-Zeit 1933-1945*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2003 et Wolfgang Benz (dir.), *Dimension des Völkermords. Die Zahl der jüdischen Opfer des Nationalsozialismus*, Munich, DTV, 1996, qui offre, p. 17-18, une répartition par pays et en tenant compte des évaluations distinctes de plusieurs auteurs. Pour les victimes juives soviétiques, le chapitre 4 d'Alain Blum et Sergej Maksudov donne l'évaluation la plus à jour.

combattants, que l'on retrouve par exemple dans leurs estimations pour la France : 0,4 million de combattants et 0,2 million de civils. Or les bilans récents, notamment grâce à une meilleure connaissance des pertes en Asie orientale, ont complètement renversé la donne. Sur un total de 62 millions de morts, les pertes militaires et civiles s'élèvent respectivement à 25 et 37 millions, soit un ratio d'environ de 40/60⁽⁶⁾. En URSS comme en France, les pertes militaires et civiles s'équilibrent désormais à peu près, plutôt au désavantage des civils, à la condition de bien identifier les catégories retenues. Les estimations les plus récentes des pertes françaises, postérieures mais très proches de celles de l'article pionnier de Pieter Lagrou, donnent le décompte suivant :

Pertes militaires : environ 195 000	
Campagne de France (1939-1940)	75 000
Dans l'Empire (1940-1942)	
Forces de Vichy	4 300
France libre	3 200
Afrique du Nord (1942-1943)	2 200
Campagne d'Italie	6 600
Campagne d'Allemagne (1944-1945)	14 000
Forces françaises de l'Intérieur	13 700
Indochine	2 200
Prisonniers de guerre	37 000
	(dont 5 000 « coloniaux »)
« Malgré-Nous » d'Alsace-Moselle	32 500
Volontaires sous uniforme allemand	5 000
	(estimation grossière)

Pertes civiles : environ 230 000	
Bombardements	60 000 (entre 50 000 et 70 000)
Déportés de la résistance et autres	36 000 (sur un total de 90 000)
Déportés de la Shoah	72 000 (sur un total de 76 000)
Autres victimes juives en France	4 000 (dont 1 000 résistants fusillés)
Massacrés, exécutés par les nazis	13 000 (entre 11 000 et 15 000)
Épuration	11 000 (dont 9 500 hors jugements)
Travailleurs forcés	< 40 000 (chiffre non réellement établi)

Tableau réalisé avec : Jean-Luc Leleu, Françoise Passera, Jean Quellien (dir.), *La France pendant la Seconde Guerre mondiale*. Atlas historique, Fayard/Ministère de la Défense, 2010 ; Serge Klarsfeld, *La Shoah en France*, Paris, Fayard, 2001, pour les victimes juives ; Alexandre Doulut, Serge Klarsfeld, Sandrine Labeau, *1945. Les rescapés juifs d'Auschwitz témoignent*, Paris, FFDJF, 2015, pour le nombre de déportés juifs survivants récemment revu à la hausse ; Henry Rousso, *Vichy. L'Événement, la mémoire, l'histoire*, Paris, Gallimard, 2001, pour l'épuration.

(6) Cf. entre autres Norman Davies, *op. cit.*

Au total, les pertes françaises d'après les estimations actuelles s'élèvent à environ 425 000 personnes, avec une marge d'incertitude de 5 %, et un ratio militaires/civils de 45/55, chiffres différents de ceux de l'après-guerre, non seulement grâce à une meilleure connaissance des faits, mais aussi par la construction des catégories qui accorde une attention plus grande à toutes les victimes, sans discrimination. Le tableau ci-contre et l'article de Pieter Lagrou incluent des catégories longtemps écartées pour des raisons politiques ou morales : les pertes françaises sous uniforme allemand ou celles de l'épuration, conséquences pourtant directes du conflit. De même, au chapitre 4 sur l'URSS, les auteurs ont ajouté les pertes dues au régime stalinien dans le décompte global. Cette approche relève d'une perception historiographique différente de celle de la fin des années 1940 : le paradigme victimaire a supplanté le paradigme patriotique ou antifasciste.

On peut relever une troisième variation dans la manière de comprendre le conflit : sa temporalité. Pour les premiers observateurs, en particulier les Français, la guerre a commencé en 1939 et s'est terminée en 1945. Cela va presque de soi encore aujourd'hui, à la condition de se souvenir que la chronologie dépend de l'espace concerné. Si le conflit débute en Europe en 1939, il a éclaté en Asie du Sud-Est en 1937, deux années de différence qui changent notablement le bilan démographique, eu égard à la nature meurtrière de l'offensive japonaise en Chine. Encore la question du début s'avère moins complexe que celle de la sortie de guerre, une notion récente de l'historiographie qui envisage précisément le caractère progressif de la fin d'un grand conflit, bien au-delà des actes formels de capitulation ou d'armistice. Il est par exemple difficile de dire quelle est la date la plus pertinente pour clore la Seconde Guerre mondiale en Europe. Alain Blum et Sergej Maksudov le montrent dans le cas de l'URSS : tout bilan humain doit prendre en compte la famine de 1946, conséquence directe et immédiate de la désorganisation du temps de guerre, ou encore les affrontements entre l'Armée rouge et des mouvements insurrectionnels dans les territoires annexés en 1939-1940, après le pacte germano-soviétique, qui font près de 200 000 à 300 000 morts au total, et se prolongent jusqu'au début des années 1950. D'une manière générale, les analyses les plus récentes montrent à quel point la place de l'URSS, l'impact du stalinisme, et plus généralement la nature de la guerre à l'Est ont été considérablement réévaluées à la hausse. Comme l'écrit déjà en 2002 Pieter Lagrou : « La Seconde Guerre mondiale en Europe fut principalement un conflit entre l'Allemagne et l'Union soviétique » (p. 76). Les pertes considérables subies par

l'URSS durant la « Grande Guerre patriotique » ne doivent pas faire oublier non plus à quel point elles ont touché des zones – les « terres de sang » – déjà dévastées dans les années 1930, en particulier par la famine organisée en Ukraine et la Grande Terreur stalinienne, un point entièrement passé sous silence à l'époque⁽⁷⁾.

Il y a d'ailleurs d'autres silences, d'autres oublis ou d'autres pudeurs de langage qui sautent aux yeux pour le lecteur d'aujourd'hui, bien qu'il faille se garder de toute présomption rétrospective : nul démographe ou historien ne peut prétendre échapper aux sourires sarcastiques des générations d'après. Pour autant, les variations dans les problématiques, ou simplement le style montrent là encore une autre manière de penser. Sans surprise, elles concernent au premier chef la question des minorités ou des migrations. Dans l'après-guerre, la Shoah n'est certes pas absente, même si le mot n'est que peu usité : plusieurs articles, dont celui d'Alfred Sauvy et de Sully Ledermann, prennent évidemment en compte le bilan de l'extermination des juifs. Néanmoins, la question n'est jamais traitée en tant que telle et ne fait souvent l'objet que de mentions marginales. Elle n'apparaît pas comme un problème démographique en soi. Le contraste est évidemment frappant avec les textes récents dans lesquels le sujet occupe une position centrale.

Ces absences ne concernent pas uniquement la question des juifs. Jacques Doublet, en 1947, dans le chapitre 17 sur les réfugiés et les personnes déplacées, évoque les 12 millions de personnes d'origine allemande expulsées des pays d'Europe centrale et orientale. Il ne mentionne pas, cependant, les pertes, estimées aujourd'hui entre 0,5 et 1,5 million de morts de faim, de froid ou de mauvais traitements⁽⁸⁾. Il est vrai que le sujet a été longtemps tabou et peu étudié, en France comme ailleurs, par suite des ressentiments envers le peuple allemand. Le même évoque, un peu plus loin, et sans euphémisme cette fois, la question de l'« émigration blanche » (p. 342), une expression sans doute banale à l'époque, mais qui surprend malgré tout... En revanche, cet article, comme d'autres dans ce recueil, montre chez les démographes de l'époque une réelle anticipation dans l'approche des séquelles à moyen terme du conflit, souvent en avance sur les premières études historiques. Aucun bilan de la Seconde Guerre mondiale ne peut en effet ignorer aujourd'hui l'importance des migrations et déplacements de popu-

(7) Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.

(8) Cf. R. M. Douglas, *Les Expulsés*, Paris, Flammarion, 2012.

lation que l'on évalue, toutes catégories confondues, à près de 40 millions de personnes⁽⁹⁾ – l'équivalent de la population de la France en 1945 ! Le phénomène s'observe surtout pour 1944-1945, comme le montre Daniel G. Cohen au chapitre 18, mais il s'est prolongé jusqu'en 1951, date de la fermeture des derniers camps de DP en Allemagne. La question des réfugiés n'est pas seulement centrale pour comprendre l'histoire de la Seconde Guerre mondiale. Elle s'avère aussi d'une brûlante actualité. Depuis trente ans, les opinions publiques, les institutions, les gouvernements européens se sont fortement investis dans des politiques de mémoire marquées par le souvenir obsessionnel des crimes nazis. Face à la crise migratoire aiguë à laquelle ils sont aujourd'hui confrontés, il est peut-être nécessaire de se souvenir aussi qu'il y a soixante-dix ans à peine, l'Europe était toute entière un continent de réfugiés.

(9) Keith Lowe, *L'Europe barbare 1945-1950*, Paris, Perrin, 2012, p. 43.